

## La saga de l'acier wallon, de Cockerill à Arcelor



**Grâce à ses charbonnages et à son minerai de fer, la minette de Lorraine, la Belgique a été le deuxième pays industrialisé du monde après l'Angleterre. La sidérurgie wallonne a connu des hauts et des bas et est truffée d'événements comportant de nombreuses suppressions d'emplois, mais aussi la création d'outils remarquables**

PAR CHRISTIAN DINARD

Publié le 12-06-2003 à 00h00



©Belga

Grâce à ses charbonnages et à son minerai de fer, la minette de Lorraine, la Belgique a été le deuxième pays industrialisé du monde après l'Angleterre. Au fil du temps, naissent en Wallonie plusieurs complexes sidérurgiques qui en font une terre vouée au métal.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la sidérurgie belge, heureusement épargnée, redémarre en force. Mais, quelques années plus tard, elle doit relever le défi des produits issus d'installations modernes construites dans les pays voisins. Pour y parvenir, une vague de fusions rapproche les maîtres de forges wallons. L'année 1955 voit ainsi la naissance de deux groupes principaux: Cockerill-Ougrée et Hainaut-Sambre.

L'acier belge traverse alors une phase de développement remarquable. Tandis qu'au lendemain de la guerre sa production ne dépassait guère les 2 millions de tonnes, celle-ci passe à un record de 16,2 millions de tonnes en 1974. Par la suite, la production annuelle oscillera entre 10 et 11,5 millions de tonnes. Elle est remontée à 11,3 millions en 2002.

La fermeture des charbonnages et l'abandon de la minette de Lorraine au profit de minerais importés à haute teneur font disparaître les avantages dont avait longtemps joui l'acier wallon. Il se retrouve en position d'infériorité face aux sidérurgies maritimes, qui limitent au minimum leurs coûts de déchargement et de chargement. Après le Japon, puis l'Italie, naissent en Europe les grands complexes d'Usinor à Dunkerque, de Hoogovens à Ijmuiden et de Sidmar (Sidérurgie maritime) à Zelzate le long du canal maritime Gand-Terneuzen. Sidmar a été créée à l'initiative d'Arbed et de Cockerill.

Cockerill Sambre, née en 1981 de la fusion entre Cockerill et Hainaut-Sambre, sera finalement formé d'un ensemble de dix sociétés. Mais, comme l'a souligné son ancien administrateur délégué Philippe Delaunois, certains rapprochements eurent lieu en l'absence de toute synergie industrielle. De belles opérations ont tout de même été réalisées, telle que la création en 1974, par Hainaut-Sambre, de la société Carlam, pour le laminage et le bobinage automatiques de bandes d'acier.

Pour résister, la sidérurgie belge sera amenée à se rationaliser au prix de nombreuses pertes d'emplois. En 1974, elle occupait encore 65.000 personnes, dont 50.000 dans l'ensemble qui deviendra Cockerill Sambre. Fin 2002, le groupe wallon, qui occupe encore 27.500 personnes, n'en met plus au travail que 19.200 en Belgique.

Pour tenter de surmonter ses difficultés financières, Cockerill vend en 1975 à Arbed les 23 pc d'actions Sidmar qu'il possède. En 1977, la Commission européenne adopte un premier plan de sauvetage: le plan Davignon, qui implique l'octroi d'une bonification d'intérêt sur les prêts accordés à la sidérurgie. Fin 1978, sont ratifiés les accords dits d'Hanzinelle, qui visent à mieux répartir la production de laminés entre Sidmar et les entreprises du Triangle de Charleroi (Hainaut-Sambre, Carlam et Providence notamment) et le pôle des indépendants (Boël, Fafer, Clabecq).

Pour éviter la faillite de Cockerill, l'Etat prend en charge son endettement à long terme, qui en fait l'actionnaire de référence. Il émettra aussi des obligations convertibles, pour financer un plan d'investissements de 26 milliards de francs belges. L'Etat devient aussi actionnaire des sociétés du Triangle de Charleroi.

En 1981, le Comité national de planification et de contrôle approuve une série de programmes d'investissements totalisant 62,8 milliards de francs belges (1.557 millions d'euros), dont 28 milliards pour le bassin liégeois et 7,1 milliards pour celui de Charleroi.

Le 26 juin 1981, est approuvée la fusion de Cockerill et Hainaut-Sambre, sous l'appellation de Cockerill Sambre.

Une enveloppe de 22 milliards de francs belges est fixée pour couvrir le déficit d'exploitation jusqu'à fin 1985. Mais début 1982, il ne reste déjà plus que... 10 milliards. Le gouvernement décide alors de lui apporter 12,2 milliards pour couvrir ses besoins de trésorerie, ses échéances d'investissements et ses pertes.

Début 1982, M. Vandestruck, président de Cockerill Sambre, présente le schéma industriel futur du groupe. Il comporte quatre filières spécialisées dans le travail à chaud: Charleroi Est pour les produits longs (Providence), Charleroi Ouest pour les produits plats destinés à Carlam, Liège-Chertal pour les produits plats et Liège-Seraing pour les produits longs destinés notamment à Valfil. Quatre sites spécialisés sont axés sur la sidérurgie à froid : Jemeppe-Kessales pour la tôle laminée à froid, Ferblatil pour le fer-blanc, le décapage et le laminage pour Phénix Works, Tolmatil pour la tôle magnétique, Phénix Works pour la tôle galvanisée et prépeinte.

Appelé à la rescousse, le Français Jean Gandois divulgue fin avril 1983 un plan qui requiert un effort financier colossal (95 milliards de francs belges), plusieurs suppressions d'outils et la perte de près de 8.000 emplois. Trois mois plus tard, le gouvernement Martens V parvient à un compromis, qui comporte une réduction de 1,4 million de tonnes de laminés à chaud, la fermeture de deux aciéries et d'autres outils encore, ainsi que 6 milliards de francs belges pour le développement du froid à Liège. Les charges du passé à assumer par l'Etat sont fixées à 51,1 milliards, tandis que les besoins financiers nouveaux pour réaliser le plan atteignent 26,8 milliards!

Ce plan sera réalisé intégralement. D'après certaines estimations faites en 1987, les aides apportées à Cockerill Sambre pour se restructurer, y compris pour la création de nouveaux outils et le financement des réductions d'emplois, auraient totalisé 180 milliards de francs belges!

Une série d'autres mesures sont prises et notamment l'établissement de synergies pour la fourniture de demi-produits à Arbed, l'absorption de certaines filiales et la prise de contrôle de l'équipementier automobile allemand Ymos. Il sera revendu en 1997, suite à la découverte d'importantes irrégularités comptables de ses anciens gestionnaires. En 1995, le groupe prend le contrôle du sidérurgiste est-allemand Eko Stahl, le solde étant racheté trois ans plus tard.

Cockerill Sambre ne retrouve pourtant pas une compétitivité suffisante. Il lui faut réaliser une économie annuelle récurrente de 10 milliards de francs belges (près de 250 millions d'euros), dont 40 pc par réduction de la masse salariale via la suppression de 2.000 emplois. Le groupe, qui s'y prépare dès 1997, ne pourra se tirer d'affaire qu'en faisant alliance avec l'un ou l'autre de ses confrères, ce qui ne peut réussir qu'en rétablissant sa compétitivité.

Il se dote donc de nouveaux outils: en 1998, il met en route sa nouvelle ligne de galvanisation Eurogal et, en 2000, la nouvelle deuxième coulée continue de Chertal (1,2 million de tonnes par an) et un

supplément de capacité de 1 million de tonnes de laminés à chaud chez Carlam en installant un troisième four de réchauffage.

Dès 1998, l'alliance avec un confrère se concrétise, avec la prise par le français Usinor d'une participation de 53,7 pc dans Cockerill Sambre. Elle sera portée par la suite à 75 pc, la Région wallonne disposant des 25 pc restants. En avril 1999, le groupe wallon devient officiellement partie d'Usinor.

L'année 2001 voit la naissance du nouveau numéro un mondial Arcelor - 110.000 personnes, une capacité de 46 millions de tonnes et un chiffre d'affaires potentiel de 30 milliards d'euros! - lorsque fusionnent Arbed, Aceralia et Usinor. Se retrouvent ainsi intégrés au sein d'Arcelor les sidérurgistes belges Cockerill Sambre, Usinor Industeel (l'ancienne Fafer), Sidmar et ALZ à Genk.

Dès 2001, Cockerill Sambre lance le plan Delta, qui impose une économie des coûts de production de 350 millions d'euros à l'horizon 2004.

En 2001 encore, les sites de Charleroi de Cockerill Sambre et Duferco Clabecq (les Forges de Clabecq reprises par Duferco) créent la joint-venture Carsid, pour préserver la phase à chaud de Charleroi.

La fermeture du haut fourneau et de l'aciérie de Clabecq est alors décidée pour permettre à Carsid de valoriser l'exploitation des aciéries de Charleroi.

Nouveau constat en mai 2001: s'il veut soutenir la comparaison avec la sidérurgie maritime, Cockerill Sambre doit, à l'horizon 2004, réduire ses coûts annuels à concurrence de 13,9 milliards de F et l'emploi de 1.800 personnes.

Puis un coup de tonnerre en janvier 2003! Arcelor décide l'arrêt définitif de la phase à chaud du bassin liégeois: le premier haut fourneau à la mi-2005, le deuxième et tous les autres outils de la phase à chaud en 2009. Pas moins de 3.000 travailleurs (10.000, disent les syndicats) perdraient leur emploi. On n'exclut pas une remise en question de cette décision en cas de renversement de la conjoncture sidérurgique. Un espoir, à vrai dire, plutôt illusoire.

Au même moment, Arcelor fait un grand pas en avant pour la consolidation du bassin de Charleroi, en décidant d'y investir 230 millions d'euros dans la construction d'une aciérie électrique inox (Carinox), qui entrera en activité dans la seconde moitié de 2005 à Châtelaineau, à proximité immédiate de Carlam. Sa capacité de production annuelle atteindra un million de tonnes. Elle permettra la création de 400 postes de travail. A Liège, l'avenir du froid doit être conforté. La fabrication d'acier galvanisé Eurogal va y être accrue de 20 pc. Par contre, on s'inquiète de l'avenir des autres activités du froid, notamment dans le fer-blanc et l'électrozingué.

De très nombreuses questions restent donc en suspens, alors qu'Arcelor annonce son intention de se concentrer davantage vers l'Asie, les Etats-Unis et le Brésil, au détriment des sites européens.

© La Libre Belgique 2003

---

**Des indépendants courtisés** A côté des gros bras, la Wallonie a abrité plusieurs sidérurgistes indépendants. Fabrique de Fer de Charleroi (Fafer), pour sa part, s'en est longtemps tirée à merveille, améliorant même son bénéfice en pleine crise de l'acier, grâce à sa grande souplesse, à un faible

endettement, à l'existence d'importantes liquidités et à la haute qualité de ses tôles fortes à usages spéciaux et en inox. Fafer n'échappera pas au vaste mouvement de concentration et, en 1997, Usinor débourse 10 milliards de francs belges pour racheter 50,7 pc de son capital. Il porte ensuite sa participation à 98 pc et décide d'y investir 700 millions de francs belges pour doubler sa production. En 2000, Fafer est rebaptisée Usinor Industeel. Grâce à l'absence de toute dispersion, les Usines Gustave Boël (UGB) à La Louvière évitent aussi les pertes jusqu'en 1991-92. Après leur premier déficit, il est décidé de supprimer 590 postes de travail sur un total de 2.400. En 1997, UGB réalise avec Hoogovens une joint-venture 50/50 pc. L'opération n'est pas couronnée de succès et, en octobre 1998, Hoogovens UGB est placée sous curatelle, puis reprise en mai 1999 par le groupe italo-suisse Duferco. Très vulnérables et fortement endettées, les Forges de Clabecq accumulent les pertes. En janvier 1997, elles sont mises sous curatelle et arrêtent la production. Elles sont reprises par Duferco en octobre. Après un an d'inactivité, Clabecq redémarre sa production sous le nom de Duferco Clabecq. En avril 2001, Duferco annonce son intention d'investir près de 250 millions d'euros pour fusionner ses sites de Clabecq et La Louvière, sous le nom de Duferco Belgium. Mais peu après, Clabecq doit fermer son haut fourneau et son aciérie dans le cadre de la joint-venture Carsid réalisée avec Cockerill Sambre.